

Sécurité publique/Contrôles à Libreville, Owendo et Akanda Traque des délinquants de la voie publique

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

Une opération de sécurisation de ces trois communes, samedi matin, a mobilisé un important dispositif de forces de sécurité visible à certaines artères.

INTERPELLATIONS et immobilisation de véhicules dans certains quartiers de Libreville, Owendo et Akanda. Contrôle et fouille systématique des voitures aux vitres fumées ainsi que de leurs occupants, immobilisation de véhicules sans plaques d'immatriculation, contrôle d'identité des personnes dans les bars et autres quartiers dits chauds.

Fermeture de débits de boissons et autres commerces par des agents de forces de l'ordre... C'est l'ambiance qui a prévalu, samedi et dimanche matin, dans certaines artères de ces trois communes.

C'était le cas à la cité Damas où un dispositif policier, bien particulier, était mis en place à quelques mètres de la clinique Ondo. Postés à cet endroit stratégique, les agents procédaient à l'interpellation des usagers de la route, et à la fouille systématique de tout véhicule interpellé. Même les conducteurs de deux roues (vélos, scooter et moto), les piétons qui empruntaient cette rue n'y ont pas échappé, malgré la forte pluie qui s'est abattue

sur la capitale ce samedi matin. Même dispositif à hauteur de l'école publique Martine Oulabou, au carrefour Léon-Mba, à l'aéroport international Léon Mba, au carrefour des Charbonnages, etc.

Il faut dire que si pour certains, il devait s'agir d'une simple opération de routine, parce que les rues de Libreville sont connues pour être des postes de police pour le contrôle des conducteurs, des taxis en particulier, l'opération de samedi matin avait une toute autre allure. Des véhicules sans plaques d'immatriculation étaient également immobilisés, comme des véhicules aux vitres fumées et leurs occupants systématique-

ment contrôlés.

« Chez nous à Mindoube 2, à cause du contrôle d'hier (samedi, ndlr), certains magasins ont même été fermés. Il était même difficile de trouver un taxi. Beaucoup de clandos sont immobilisés. Mais dans la soirée, la situation est revenue à la normale. On ne sait pas si c'est la pluie qui les a chassés ou autre chose », a témoigné Annie, une habitante dudit quartier. Si les flics n'ont pas justifié le bien fondé de ces contrôles, une note de service signé du Commandement en chef des forces de police nationale, circulant sur les réseaux sociaux vendredi soir, précisait qu'il s'agirait d'une « opération ponctuelle de sécurisa-

tion des communes de Libreville, Akanda et Owendo, afin de lutter contre la délinquance de la voie publique sous toutes ses formes. Et, les recherches étendues sur la lutte contre le trafic de drogue ».

L'opération de samedi dernier vient ainsi remettre au goût du jour la mesure restrictive concernant la circulation des véhicules aux vitres teintées datant des années 1980, mais jamais mise en application, au point où n'importe quel usager teinte son véhicule et circule librement, sans être inquiété à Libreville. Le phénomène a tellement proliféré ces dernières années que l'on se demande bien ce qu'est devenue la chasse à la "voiture noire".

Ici et ailleurs

•Santé Maltraitance des malades mentaux

Dans la riche Afrique du Sud, plus d'une centaine de patients atteints de troubles mentaux ont-ils pu mourir en l'espace de quelques mois dans des centres d'accueil privés, faute de soins, de médicaments et même de nourriture. Depuis maintenant trois semaines, la justice tente de répondre à cette question lancinante en éclairant les ressorts de ce scandale d'un autre temps, qu'un avocat a qualifié de "plus grave violation des droits de l'Homme depuis l'aube de notre démocratie".

•Mode Le carlin, dernier accessoire de mode

Totalement sous le charme de leurs mines renfrognées et de leurs grands yeux, les Anglais ont fait des carlins leur dernier accessoire de mode, allant jusqu'à partager cocktails et "afternoon tea" dans des cafés dédiés à ces petits chiens. Dans le quartier branché de Brick Lane, dans l'est de Londres, une dizaine de personnes trépigent devant le Pugs & Pals cafe.

•Patrimoine Quand l'art contemporain se mêle aux antiquités

A l'occasion d'une expérience unique, une exposition d'arts plastiques contemporains s'est mêlée aux antiquités samedi soir au Caire, entre les murs du musée égyptien. Dans le centre de la capitale égyptienne, artistes, intellectuels et ambassadeurs venus du monde entier ont assisté à cette exposition inédite, intitulée "Une nuit avec l'art dans le musée égyptien" et organisée à l'initiative de la société de conseil Arts D'Egypte.

•Tendance Cheveux afro en liberté



Photo : D.R

Image des affrontements du 23 octobre à l'Université des sciences de la santé entre étudiants et forces de sécurité.

R.H.A
Libreville/Gabon

VENDREDI dernier, les résidents du campus de l'Université des sciences de la santé (USS) ont libéré leurs logements. Ce déguerpissement est consécutif à une note de service signée du recteur de cet établissement, Jean Bruno Boguikouma, datée du 26 octobre 2017.

Ce sont donc près de 500 apprenants qui ont quitté leurs logements en moins de 24 heures. Et ce, jusqu'à nouvel ordre. « La résidence universitaire de l'USS est fermée à compter de ce jour jusqu'à nouvel ordre ». C'est, en substance, l'essentiel du message adressé à

ces résidents, gagnés par la panique car, il fallait trouver où aller dans l'immédiat. Pour ceux n'ayant pas de parents à Libreville, le ciel s'est immédiatement assombri. Où aller ? C'est la principale question qu'ils se sont posés. « Nous n'avons pas d'autres choix que de libérer les lieux. Certains sont hébergés par des amis. En attendant que le climat s'apaise véritablement », laissait entendre un étudiant.

Cette décision intervient après les derniers heurts entre les étudiants de l'USS et les forces de l'ordre, le 23 octobre dernier. Ces derniers, en effet, protestaient contre l'augmentation des frais d'inscription et d'écolage. Alors que la tension avait plus ou moins baissée, le responsable de

cette institution a surpris plus d'un en sommant les résidents de quitter le campus.

On se rappelle que le campus de l'Université Omar Bongo (UOB), avait vécu la même scène, le 23 décembre 2014, où un peu plus de 1 000 étudiants avaient été

priés de libérer les résidences universitaires. Suite à une vague de protestation qui avait débouché sur l'incendie des bâtiments préfabriqués. La sécurité des résidents étant menacée, les autorités rectoriales avaient demandé aux résidents de quitter les lieux en

moins de 24 heures. Avec la promesse, non tenue, de réintégrer ces locaux quelques mois après.

Espérons que les étudiants de l'USS ne subiront pas le même sort que leurs camarades de l'UOB qui, jusqu'à ce jour, n'ont toujours pas réintégré leurs logements.

Enseignement supérieur/Université des sciences de la santé (USS) La résidence universitaire fermée



Photo : D.R

Image des affrontements du 23 octobre à l'Université des sciences de la santé entre étudiants et forces de sécurité.

R.H.A
Libreville/Gabon

VENDREDI dernier, les résidents du campus de l'Université des sciences de la santé (USS) ont libéré leurs logements. Ce déguerpissement est consécutif à une note de service signée du recteur de cet établissement, Jean Bruno Boguikouma, datée du 26 octobre 2017.

Ce sont donc près de 500 apprenants qui ont quitté leurs logements en moins de 24 heures. Et ce, jusqu'à nouvel ordre. « La résidence universitaire de l'USS est fermée à compter de ce jour jusqu'à nouvel ordre ». C'est, en substance, l'essentiel du message adressé à

ces résidents, gagnés par la panique car, il fallait trouver où aller dans l'immédiat. Pour ceux n'ayant pas de parents à Libreville, le ciel s'est immédiatement assombri. Où aller ? C'est la principale question qu'ils se sont posés. « Nous n'avons pas d'autres choix que de libérer les lieux. Certains sont hébergés par des amis. En attendant que le climat s'apaise véritablement », laissait entendre un étudiant.

Cette décision intervient après les derniers heurts entre les étudiants de l'USS et les forces de l'ordre, le 23 octobre dernier. Ces derniers, en effet, protestaient contre l'augmentation des frais d'inscription et d'écolage. Alors que la tension avait plus ou moins baissée, le responsable de

UAS

GABON

**UNIVERSITE AFRICAINE
DES SCIENCES**

Nouveau :
Contrat de partenariat
avec le gouvernement gabonais
n° : 00257/MENESTFPCJS

Certifications :

Partenariat avec des Universités Prestigieuses :
Paris 5- Paris 13- Lyon 3- EFAP-Lille- Littoral- Tunis- Gabon

Accord de coopération avec l'Université Internationale de la francophonie (Senghor) pour bidiplomation dans 13 domaines et reconnaissance de 75 pays et le CAMES

- Droit Privé
- Droit Public
- Droit des Affaires
- Management
- Commerce
- Tourisme
- Journalisme
- Communication
- Télécommunication
- Ingénieur

- L'UAS Gabon appartient au groupe UAS Tunis et UAS Mali
- Professeurs Invités : Français (La Sorbonne) et Tunisiens
- Cours du soir pour les professionnels
- Possibilité de poursuivre les études à l'étranger : France, GB, USA, Canada, Belgique, Suisse, Tunisie... etc
- Corps enseignant de très haut niveau
- Partenariat avec des structures universitaires publiques Gabonaises (Economie et Gestion, Sciences, Droit et Techniques...)

Site au Quartier ACAE
B.P 6421 LIBREVILLE - GABON

Email : meddmess@gmail.com / h_lotfi125@yahoo.fr
Tél : 00241 06449966/00241 05126998

www.uas.ens.tn

Photo : D.R

Elles disent non au défrisage, oui à leurs cheveux naturels : depuis une quinzaine d'années, "les Nappy" s'affranchissent des stéréotypes de beauté occidentale pour s'affirmer en tant que femmes noires en France. Quitte à déranger. "A 19 ans, je me suis offert la liberté comme cadeau de Noël: un "big chop" !", se souvient Aminata, 24 ans, originaire de Mantes-La-Jolie, près de Paris. Le "big chop" consiste à couper l'intégralité des cheveux abîmés par le défrisage pour retrouver sa base crépue ou frisée, une étape initiatique "éprouvante" dont dépend tout le parcours capillaire du retour au naturel.

Rassemblés par P.M.M